

P. 6 Grand format
EPR 2 : La Banque
Postale finance
des logements
de travailleurs

P. 8 D'intérêt général
Quand l'IA simplifie
la vie des collectivités

P. 12 Traits d'union
De nouveaux
services pour guider
les politiques publiques



postéo

NORMANDIE





Valérie Radix,
déléguée régionale du groupe La Poste
en Normandie

Après Flamanville, la Normandie accueille un nouveau projet national d'ampleur avec le chantier de l'EPR 2, à Penly, près de Dieppe. Les travaux prévus jusqu'en 2038 vont mobiliser jusqu'à 10 000 personnes. Un afflux de travailleurs qui nécessite d'accroître les capacités d'hébergement. Dans ce nouveau numéro de *Postéo*, à la rubrique « Grand format », je vous propose de découvrir comment La Banque Postale accompagne la sortie de terre d'une résidence pour des salariés d'EDF et leurs familles. Ces maisons individuelles, qui répondent à des critères environnementaux, ont été financées par un prêt vert.

Je vous emmène ensuite à quelques encablures de là. Direction Neufchâtel-en-Bray, précisément. La cité seinomarine, dont le fromage AOP a fait la renommée, s'attache à renforcer son attractivité. Pour y parvenir, elle a trouvé en La Poste et ses filiales des interlocuteurs experts de proximité. C'est ce que nous révèle son directeur général des services dans la rubrique « Traits d'union ». Son témoignage éclaire sur les vertus des nouvelles solutions que nous développons pour aider les collectivités dans l'orientation des politiques publiques et la délivrance de services de haute qualité aux administrés. Le tout en maîtrisant les coûts.

En cette fin d'année, le contrat de présence postale territoriale sur la période 2023-2025 est plus que jamais d'actualité avec une échéance programmée au 31 décembre. Le décret du 5 mars 2007, relatif au fonds postal national de péréquation territoriale, prévoit toutefois la possibilité d'une tacite reconduction par période d'un an. Les trois signataires, l'État, l'AMF (Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité) et La Poste, ont donc décidé son renouvellement jusqu'au 31 décembre 2026.

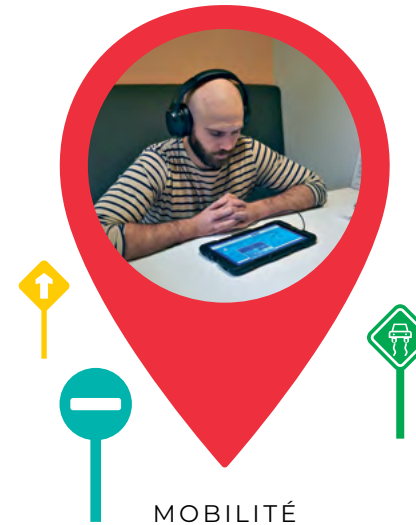
Bonne lecture.

NORMANDIE

Facteur de fierté

65844

candidats ont passé l'examen du Code de la route dans un établissement postal de Normandie, en 2024.



MOBILITÉ

Le Code de la route près de chez soi

Depuis avril 2025, la plateforme de distribution du courrier de Saint-Hilaire-du-Harcouët, dans la Manche, accueille les candidats à l'examen des Codes auto, moto et bateau. Pour les riverains, c'est la possibilité de passer une étape essentielle vers la mobilité, près de chez eux. Chaque session se déroule dans une salle dédiée et est encadrée par une postière formée et assermentée. Sa mission : accueillir et expliquer le déroulé aux candidats, planifier et mettre en ligne les créneaux de passage de l'examen théorique général. L'inscription s'effectue directement sur le site Internet de La Poste, au prix fixé par l'État de 30 euros. Les sessions en collectif sont ouvertes du mardi au samedi. À ce jour, le passage du Code de la route est proposé dans 73 établissements postaux de Normandie.



SERVICE

Ouverture d'un 2^e centre d'examen

Après le site du Clos Beauinois à Caen, dans le Calvados (lire *Postéo* n° 69), un deuxième établissement postal de Normandie accueille le passage de l'examen du Toeic (Test of English for International Communication) à Cherbourg-en-Cotentin, dans la Manche. Depuis cet été, le centre courrier situé dans le quartier d'Octeville propose deux sessions d'examen par mois, le jeudi. Les habitants peuvent ainsi évaluer leur niveau d'anglais dans un contexte professionnel. Cette certification constitue un atout majeur pour améliorer son employabilité, intégrer un programme de formation internationale ou saisir des opportunités de mobilité professionnelle. En 2024, 309 candidats ont passé le Toeic sur le site postal de Caen.



POUR EN SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE



postéo

NORMANDIE

Le cahier régional de *Postéo* est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Normandie. **Directrice de la publication :** Valérie Radix. **Directrice de la rédaction :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** Adobe Stock, Éric Audras-Getty Images, médiathèque du groupe La Poste, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS Paris. **Imprimerie :** Altavia. Imprimé en France. **Dépôt légal :** novembre 2025. Ce produit est composé de matériaux recyclés et de matériaux provenant d'autres sources contrôlées. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de *Postéo* :** Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9, rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.



La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.

Version e-accessible par DocAxxess

Chiffre clé

238

salariés en insertion accompagnés par Nouvelle Attitude en 2024. 3 sur 4 ont une sortie dynamique vers l'emploi ou une formation.

Chiffre clé

499

points de contact partenaires en Normandie à fin 2024 : 318 La Poste agences communales et 181 La Poste relais.

L . A R . É . G . I . O . N

L . A R . É . G . I . O . N



ÉCOMOBILITÉ



LOGISTIQUE



EXPÉRIMENTATION



MUTUALISATION

Transdev choisit Nouvelle Attitude

À l'occasion du renouvellement du marché Lovélo remporté par l'opérateur de mobilités Transdev, Nouvelle Attitude, filiale du groupe La Poste, assurera la maintenance de vélos à assistance électrique dans ses ateliers de Saint-Étienne-du-Rouvray, en Seine-Maritime. Entreprise d'insertion par le travail spécialisée dans le tri et la valorisation des déchets, Nouvelle Attitude gèrera la révision, le contrôle et le changement des pièces, les retouches peinture et la pose de batteries neuves. Signé pour une durée de huit ans, le contrat prendra effet en 2027. Opérationnelle depuis l'été 2023, l'application Lovélo permet de louer sur une courte durée des véhicules en mode doux dans Rouen et sa banlieue.



POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

Log'issimo au service de Ferrero

Log'issimo, la marque logistique de proximité de La Poste, a signé un contrat avec Fulfil Nutrition. Cette entreprise, qui appartient au groupe agroalimentaire italien Ferrero depuis 2022, commercialise des barres de céréales riches en protéines et en vitamines, et allégées en sucre. Les opérateurs de Log'issimo prennent en charge le stockage de la marchandise et la préparation des commandes sur la plateforme industrielle courrier de Rouen, en Seine-Maritime. Puis, les paquets sont acheminés jusqu'à l'agence Colissimo Normandie de Grand-Couronne avant d'être livrés chez les commerçants distributeurs. Ces différentes prestations sont effectives depuis le 25 avril dernier.



POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

Une première en Normandie

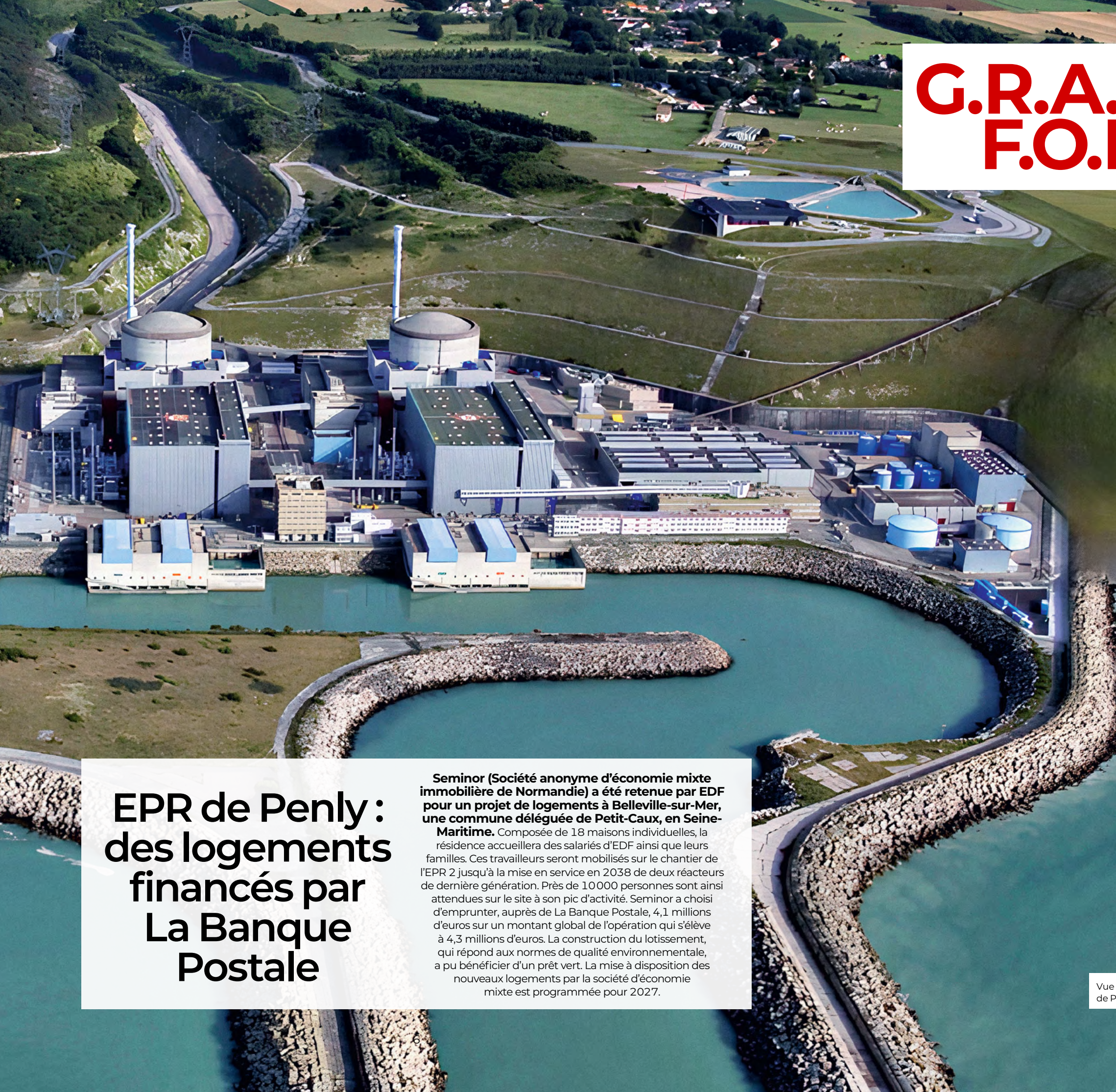
La Poste poursuit la modernisation de ses espaces de vente et la diversification de ses offres de produits et services pour faciliter le quotidien des clients avec une expérimentation dans 53 de ses établissements. Ainsi, en Normandie, Caen Gambetta, dans le Calvados, est le premier bureau de poste de la région à accueillir une cabine d'impression photo. Installée depuis juillet dernier dans la salle du public, la borne en libre accès fonctionne sans application dédiée avec une interface simplifiée. Depuis leur smartphone, les clients téléchargent leurs photos puis les impriment sur des papiers certifiés FSC®, dans une démarche écoresponsable. Le tout en quelques minutes.

Cette nouveauté s'inscrit dans le cadre d'un partenariat avec Cewe, aujourd'hui leader européen de l'impression photo.



POUR EN SAVOIR PLUS SCANNEZ LE QR CODE CI-CONTRE

G.R.A.N.D F.O.R.M.A.T



EPR de Penly : des logements financés par La Banque Postale

Seminor (Société anonyme d'économie mixte immobilière de Normandie) a été retenue par EDF pour un projet de logements à Belleville-sur-Mer, une commune déléguée de Petit-Caux, en Seine-Maritime. Composée de 18 maisons individuelles, la résidence accueillera des salariés d'EDF ainsi que leurs familles. Ces travailleurs seront mobilisés sur le chantier de l'EPR 2 jusqu'à la mise en service en 2038 de deux réacteurs de dernière génération. Près de 10 000 personnes sont ainsi attendues sur le site à son pic d'activité. Seminor a choisi d'emprunter, auprès de La Banque Postale, 4,1 millions d'euros sur un montant global de l'opération qui s'élève à 4,3 millions d'euros. La construction du lotissement, qui répond aux normes de qualité environnementale, a pu bénéficier d'un prêt vert. La mise à disposition des nouveaux logements par la société d'économie mixte est programmée pour 2027.

« Aujourd'hui, La Banque Postale est la banque de 8 bailleurs sociaux sur 10, ce qui représente 90% du parc de logement social (5,3 millions de logements). Elle est la deuxième banque commerciale du marché de l'habitat social. Son offre s'étend de la gestion des flux et des placements jusqu'aux solutions de financement à court et long terme. La construction du lotissement à Petit-Caux a pu bénéficier d'un prêt vert grâce à sa certification RE2025. Ce label est octroyé aux constructions neuves qui garantissent le confort thermique des occupants et respectent des critères d'efficacité énergétique. Nous avons particulièrement apprécié d'accompagner Seminor dans ce projet avec sa spécificité territoriale. Nous intervenons sur l'une des premières opérations immobilières à travers ces logements destinés aux agents opérant sur les deux futurs réacteurs de Penly. »

Sébastien Mégard,
chargé d'affaires secteur public et économie sociale à la Banque des entreprises et du développement local (BEDL) de La Banque Postale en Normandie



« Notre société intervient sur des projets de logements locatifs, de logements pour les seniors et en qualité de maître d'ouvrage en Normandie.

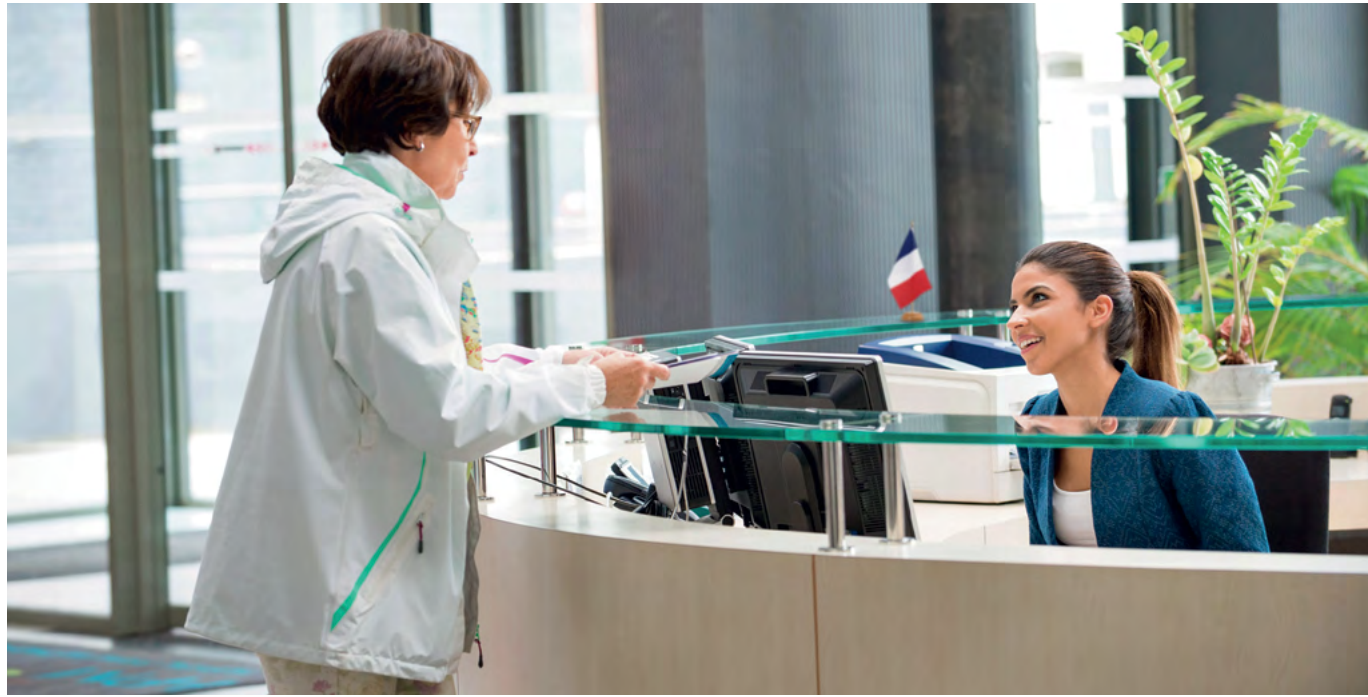
À Petit-Caux, nous avons remporté un appel à projets lancé par EDF pour la construction de logements. Il s'agit de 18 maisons de 4 pièces avec garage et jardin. Les travaux vont commencer à la fin de cette année pour une livraison en 2027. Pour le financement, nous avons choisi un prêt de La Banque Postale avec un taux compétitif. Cette offre nous permet d'être à l'équilibre sur une opération de logements non conventionnés où nous ne bénéficions d'aucune mesure fiscale. La fluidité de la gestion du dossier, avec l'intervention d'un seul interlocuteur disponible et réactif, a aussi pesé dans notre décision. Nous avons 3 nouveaux projets de construction, toujours avec EDF. Nous avons prévu de consulter La Banque Postale. »

Fouzia Boufagher,
directrice générale de Seminor



4,3 millions
d'euros d'investissement
pour la construction de logements,
dont 4,1 millions financés par
un prêt vert de La Banque Postale.

Vue aérienne de la centrale nucléaire de Penly, en Seine-Maritime.



Quand l'IA simplifie la vie des collectivités

Dématérialiser les courriers, automatiser la rédaction d'actes ou retranscrire les conseils municipaux : les usages de l'intelligence artificielle (IA) se multiplient dans les collectivités, et l'IA devient un levier concret de simplification administrative et de modernisation du service public. À condition d'être déployée dans un cadre éthique et souverain...

Entre promesse technologique et réalité opérationnelle, l'intelligence artificielle s'impose peu à peu dans les mairies, intercommunalités et départements. D'après le baromètre de l'Observatoire Data Publica 2025 (voir encadré), 77% des collectivités de plus de 3 500 habitants ont mis en œuvre un projet d'IA ou prévoient de le faire dans l'année, contre 51% en 2024. Parce qu'elle redéfinit et simplifie la gestion administrative, l'IA est devenue un outil incontournable de la transformation numérique interne des collectivités, qui cherchent à optimiser leurs processus et à améliorer le service aux citoyens. Production de documents, retranscription d'assemblées, anonymisation des données sensibles, instruction de dossiers... Les usages se diversifient, et l'IA s'impose comme un levier concret pour gagner du temps, fiabiliser les procédures et recentrer les agents sur leurs missions essentielles. Pour répondre à ces besoins, plusieurs acteurs du numérique de confiance développent des solutions

adaptées, alliant humain et technologie. C'est dans cet esprit que Docompost, filiale du groupe La Poste, propose à travers FAST Solutions une gamme de solutions d'IA destinées aux collectivités de toutes tailles. Comme FAST-PubliAct, un service pensé pour répondre au décret du 7 octobre 2021 rendant obligatoire pour les collectivités de plus de 3 500 habitants de publier leurs actes administratifs sur leur site Web à compter du 1^{er} juillet 2022. Grâce à un module d'IA conforme au RGPD⁽¹⁾, les données sensibles des actes réglementaires publiés par la solution sont anonymisées.

Une IA de confiance pour les collectivités

Face à ces enjeux de transparence et de conformité, les collectivités ont besoin d'être accompagnées par des partenaires de confiance, qui développent des solutions en adéquation avec leurs valeurs et les services d'utilité publique qu'elles proposent.

D'autant que, selon le baromètre de l'Observatoire Data Publica 2025, 91% des Français exigent que les données publiques soient hébergées en France ou dans l'UE, et 64% font confiance à leur commune ou à leur intercommunalité pour bien utiliser et gérer leurs données. Un contexte de vigilance accrue sur la souveraineté numérique et la protection des données qui pousse les collectivités à privilégier des partenaires nationaux, dont l'ADN s'inscrit dans une approche éthique de l'IA. Hébergement 100% français, conformité RGPD, certification SecNumCloud... De VoxIA – qui facilite la gestion des réunions en retranscrivant les échanges et en générant automatiquement des comptes rendus et des synthèses personnalisées pour chaque participant – à PubliAct, qui permet, par exemple, à la commune de Longjumeau (91) d'anonymiser les données sensibles des actes administratifs en ligne avec une grande réactivité, en passant par l'Assist'Act – un assistant intelligent pour épauler les agents dans la recherche d'informations –, toutes les solutions FAST reposent sur un cadre souverain et transparent. Et positionnent Docompost comme un acteur public de confiance.

(1) Règlement général sur la protection des données.

Fluidifier le traitement des courriers grâce à l'IA



À Poissy, dans les Yvelines, la modernisation des outils administratifs est entrée dans le concret, avec la mise en place de FAST-Courrier à la fin 2024, une solution Docompost dédiée à la gestion dématérialisée du courrier. La commune, qui traite plus de 15 000 courriers par an répartis sur 82 entités et 130 agents, cherchait à simplifier ses processus internes et à accélérer la circulation de l'information. « On avait besoin de fluidifier nos échanges, pour les usagers comme pour les agents », explique Aline Habert, directrice de la stratégie numérique. Connectée au parapheur électronique FAST-Parapheur, FAST-Courrier assure désormais un circuit unique, traçable et sécurisé, de la réception à la signature. Résultat : des délais de traitement réduits, un suivi unifié du cycle de vie documentaire et une nette amélioration de la qualité du service rendu aux administrés.

Témoignage

« FAST-PubliAct a été facile à déployer et a nécessité peu de formation. Il nous a permis d'être conformes à la réglementation qui nous oblige à publier les actes administratifs sur le site Internet de la ville. La solution nous a aussi apporté un gain de temps considérable dans la centralisation des actes. »

Gladys Chiès,
responsable du secrétariat général de la ville de Longjumeau (Essonne)

Data et IA : les collectivités passent à l'échelle

L'édition 2025 de la note de conjoncture « Data, IA et cybersécurité dans les territoires », publiée par le groupe La Poste et la Banque des Territoires en s'appuyant sur les résultats du baromètre de l'Observatoire Data Publica, confirme une accélération nette : 69% des collectivités s'appuient désormais sur la donnée pour piloter leurs politiques publiques (+ 10 points en un an). Conséquences : l'IA générative gagne du terrain et s'impose désormais dans les tâches de support (rédaction, synthèse, recherche documentaire). Mais cette montée en puissance s'accompagne d'un besoin massif de formation : 60% des collectivités expriment un besoin d'acculturation et de formation à l'IA. Les communes de La Chapelle-Heulin (44) et de Croissy-sur-Seine (78) ont, par exemple, suivi une formation dispensée par Docompost Institute⁽¹⁾. Parce que transparence et supervision humaine sont les nouveaux marqueurs d'une IA publique de confiance, le groupe La Poste s'engage à travers Docompost Institute en proposant des modules de sensibilisation aux enjeux de l'IA de confiance et des ateliers de coconstruction des usages avec les agents territoriaux.

(1) Organisme de formation professionnelle certifié Qualiopi.



DÉCOUVREZ LA NOTE DE CONJONCTURE EN SCANNANT CE QR CODE

CRÉER UN NUMÉRIQUE DE CONFIANCE POUR LES COLLECTIVITÉS

Plus les collectivités se digitalisent, plus elles ont besoin d'un numérique de confiance et de maîtriser leurs données. Docaposte, filiale du groupe La Poste, les accompagne pour sécuriser les données sensibles et renforcer l'efficacité de l'action publique.



Plus de **150 millions** de signatures électroniques chaque année



14 millions d'électeurs utilisant les solutions de vote électronique



Plus de **12 millions** de coffres-forts Digiposte



8 millions d'Identités Numériques La Poste



7 millions de lettres recommandées électroniques



1,1 million d'actes transmis en préfecture par les collectivités avec FAST-ACTES



14 000 convocations aux conseils municipaux et réunions envoyées par 422 collectivités avec le porte-documents numérique FAST-Élus

Traits d'union

#dynamiser

Audit de voirie, portage de repas, demain le recensement... Depuis trois ans, la ville de Neufchâtel-en-Bray s'appuie sur le groupe La Poste et ses nouveaux services pour l'aider dans l'élaboration de son action publique.

P. 12

#accompagner

La branche Santé & Autonomie du groupe La Poste organise des ateliers collectifs de réalité virtuelle pour des seniors du département de l'Eure. Une expérience immersive originale qui vise à créer du lien et à rompre l'isolement.

P. 15

#décarboner

Cœur Côte Fleurie a mené une action de sensibilisation pour l'optimisation du tri des déchets. Pour en garantir la pleine réussite, la Communauté de communes du Calvados s'est appuyée sur la proximité et le professionnalisme des facteurs.

P. 14

945 kilomètres de voirie audités par Geoptis en Normandie, en 2024 et 2025.

22% de la population normande est âgée de 65 ans et plus.

(Source : recensement 2021.)

96% des 9 300 bacs jaunes de la communauté de communes ont été étiquetés.



#dynamiser

Quand l'innovation postale éclaire l'action publique

La commune de Neufchâtel-en-Bray, en Seine-Maritime, s'appuie sur les nouvelles solutions de La Poste pour orienter l'action publique et fournir aux administrés des services de haute qualité, tout en maîtrisant les coûts.

La municipalité de Neufchâtel-en-Bray a bien cerné la plus-value que pouvaient apporter les nouveaux services développés par le groupe La Poste. Depuis 2023, la commune de Seine-Maritime a fait appel à de nombreuses reprises à l'entreprise publique et à ses filiales (Geoptis, Docaposte) pour concrétiser de nombreux projets et renforcer son attractivité territoriale. Samuel Roullé, directeur général des services (DGS) à Neufchâtel-en-Bray, a rencontré pour la première fois Jean-Baptiste Deur, responsable de l'action commerciale à la plateforme courrier de Forges-les-Eaux, il y a près de trois ans maintenant. À la suite d'une consultation, La Poste avait été retenue pour la distribution du bulletin municipal, *L'Écho Neufchâtelois*.

« Les habitants de certains quartiers se plaignaient de ne pas le recevoir, se remémore Samuel Roullé. Jean-Baptiste Deur était intervenu pour résoudre ce problème, et les distributions des numéros suivants se sont déroulées parfaitement. » Refonte de l'adressage, audit de voirie, livraison de repas aux aînés, recensement de la population... Depuis cet épisode, la ville et La Poste ont noué une solide relation de confiance. Et pour la suite, les projets ne manquent pas. D'ailleurs, une prochaine collaboration est à l'étude pour la refonte du portail Internet de la ville. « On a un site qui est vétuste et pas forcément sécurisé comme il le faudrait », déplore le directeur des services. Jean-Baptiste Deur s'est chargé de mettre en relation la collectivité avec Docaposte. La filiale numérique du groupe La Poste a fait une proposition afin de sécuriser le site et d'offrir aux habitants des services en ligne tels que le paiement des cantines scolaires ou l'inscription à des événements culturels.



« Neufchâtel-en-Bray est une ville de près de 5 000 habitants avec seulement 39% de la population qui paient des impôts. Ce qui signifie que nous avons un budget restreint. Or, le service doit rester de haute qualité. La solution est l'externalisation et l'intervention d'experts. Ce choix a un coût. Mais, dans les marchés que nous passons, le prix n'est pas fondamental. Il pèse à hauteur de 15% dans la décision. La qualité, l'écoresponsabilité

entrent davantage en ligne de compte. Depuis deux ans et la mise en place de l'ensemble des travaux avec le groupe La Poste, la qualité est au rendez-vous et une relation de confiance s'est instaurée. Cette coopération permet à nos agents de travailler avec des données fiables et à la commune de réaliser des économies de fonctionnement. » Samuel Roullé, directeur général des services (DGS) à Neufchâtel-en-Bray



NEUFCHÂTEL-EN-BRAY (76)

Audit de voirie avec Geoptis

« Neufchâtel-en-Bray brille par la présence de 300 nids-de-poule. » Pour Samuel Roullé, le constat était sans appel et imposait d'agir. Dès janvier 2025, un audit du réseau routier a été commandé à Geoptis, filiale du groupe La Poste. Pendant quatre mois, 57 kilomètres de voirie ont été sondés. Les données collectées ont ensuite été remises à la collectivité avec un inventaire détaillé par priorité des dégradations recensées, de la qualité du marquage au sol et de la visibilité de la signalisation routière. « Pour nous, ce document est un livre de chevet, se réjouit le DGS. Il va servir à la rénovation de notre réseau routier avec une budgétisation sur trois ans. » Des premiers travaux ont déjà été menés. « Nous avons commencé par refaire le marquage au sol à proximité de l'hôpital et des écoles. Il y va de la sécurité des habitants. »

NEUFCHÂTEL-EN-BRAY (76)

Solution ABS, un document réglementaire mais pas seulement...

L'audit de voirie ayant donné satisfaction, la ville a de nouveau fait appel à Geoptis pour l'analyse des besoins sociaux (ABS). « L'ABS est d'abord une obligation légale à chaque nouvelle mandature, éclaire Samuel Roullé. Elle est aussi précieuse pour définir une politique sociale en cohérence avec les besoins des habitants. » La solution de Geoptis dresse le profil socio-démographique du territoire selon différents critères (tranches d'âge, composition du foyer, revenus...). Les informations proviennent de données publiques (Insee, CAF, France Travail) et de sources postales comme le fichier des changements d'adresse.



Neufchâtel-en-Bray



NEUFCHÂTEL-EN-BRAY (76)

Recensement par les facteurs

Entre le 15 janvier et le 7 mars 2026, le recensement de la population de Neufchâtel-en-Bray sera effectué par des facteurs. « J'ai déjà assisté à des campagnes prises en charge par des collègues de la mairie. On s'aperçoit que les gens n'ouvrent pas leur porte facilement, témoigne Samuel Roullé. Là, il y a la camionnette jaune, le gilet de facteur, la personne est identifiée. Lors des précédents recensements, le taux de réponse était inférieur à 90%. Cette fois-ci, on table sur un résultat au-delà de 95%. Cela signifie aussi une augmentation de la dotation globale de fonctionnement. »



96,5% de taux de réponse des foyers recensés par des facteurs dans quatre villes de Normandie (Argentan, Flers, Vire et Vernon), lors de la phase d'expérimentation en 2024.

#décarboner

Une seconde vie pour du matériel de cuisine et des ordinateurs postaux

Le groupe La Poste a fait un don d'ordinateurs et de matériel de cuisine à l'association TEF (Travail Emploi Formation) du Cingal, à Bretteville-sur-Laize, dans le Calvados.

À sa création en 1991, le TEF du Cingal venait en aide à de jeunes demandeurs d'emploi. Les activités se cantonnaient à un bouquet de services à la personne (entretien d'espaces verts, ménage). Mais, au fil des années, l'offre s'est étoffée. Une filière s'est développée autour du recyclage : de la récupération à la revente, en passant par le reconditionnement. Aujourd'hui, 70 salariés en transition professionnelle travaillent dans ces différents services et servent aussi bien des particuliers que des

collectivités ou des entreprises. « La raison d'être de notre association est d'aider nos salariés à retrouver un équilibre entre vie professionnelle et vie privée, explique Marlène Alix, la directrice. Nos conseillers accompagnent cette phase de transition professionnelle. » Début septembre, le groupe La Poste a donné 15 ordinateurs réformés à l'association. « Ces équipements nous permettent d'organiser des ateliers numériques et sont à la disposition des salariés pour qu'ils puissent réaliser des démarches en ligne. » Du mobilier et du matériel de cuisine issus du démantèlement d'un restaurant administratif de La Poste à Caen ont également été cédés au TEF du Cingal. Une fois restaurés, les objets mis en vente dans les deux ressourceries gérées par l'association ont vite trouvé acquéreur.



Dans une pièce spécialement aménagée de l'association TEF du Cingal, des salariés réalisent des démarches administratives sur des ordinateurs offerts par le groupe La Poste.

Stickage des bacs de tri par les facteurs



La Communauté de communes Cœur Côte Fleurie, dans le Calvados, a mené, avec l'aide de La Poste, une campagne auprès des habitants afin d'optimiser la qualité du tri des déchets. Entre juin et octobre, les facteurs ont distribué un courrier annonçant la date de leur passage et invitant la population à sortir les bacs jaunes. Puis ils se sont rendus dans les communes concernées pour apposer sur le couvercle un sticker rappelant les consignes de tri. En cas d'absence, l'adhésif a été déposé en boîtes aux lettres afin que les riverains se chargent de les coller. Au total, 96 % des bacs répertoriés ont été étiquetés. Un résultat qui dépasse les espérances de l'intercommunalité.



#accompagner

Des voyages virtuels pour rompre l'isolement des seniors

Depuis mai dernier, La Poste anime des ateliers virtuels pour des seniors de l'Eure.

Le Grand Nord canadien, la savane africaine, ou encore une plongée avec les dauphins... Le tout en moins d'une heure et confortablement installé. Chaque semaine, depuis six mois, des seniors du département de l'Eure partent à la découverte des merveilles du monde à l'aide de casques virtuels. Ces ateliers immersifs sont organisés par la branche Santé & Autonomie

du groupe La Poste. « Nous avons entre 250 et 400 films avec des destinations en France et à l'étranger, explique Patrick Roux, responsable départemental des services d'accompagnement du groupe La Poste. Les participants sont souvent des gens qui vivent seuls et éloignés de leur famille. » Actuellement, 5 communes du département (Les Andelys, Beaumont-le-Roger, Louviers, Mesnil-en-Ouche et Serquigny) sont associées à ce programme qui va durer trois ans.



Chaque semaine, une dizaine de seniors de l'Eure participent à des ateliers virtuels encadrés par des accompagnants postiers formés en gérontologie.

Rachat d'une résidence seniors avec un prêt de La Banque Postale

Fin juin, le bailleur social Orne Habitat a racheté une résidence seniors à Argentan.

« L'hôpital souhaitait se recentrer sur ses activités de soin et cherchait un repreneur, débute Christophe Bouscaud, directeur général d'Orne Habitat. Nous nous sommes positionnés et avons été retenus. » Le bailleur a alors consulté plusieurs établissements pour financer l'opération. Son choix s'est porté sur un crédit de La Banque Postale.

« L'offre s'est avérée la plus attractive. De plus, le prêt a pu bénéficier des cautions du département et de la ville d'Argentan. » Située en centre-ville à proximité des commerces et des commodités, la résidence Saint-Jean est composée de 36 logements spacieux, bien équipés et propose de nombreux services (gardiennage, portage de repas, animation). « Avec cette acquisition, nous continuons à œuvrer pour le maintien à domicile », conclut Christophe Bouscaud.



Le rachat de la résidence seniors Saint-Jean par Orne Habitat s'élève à 5,25 millions d'euros, dont 5,1 millions financés par un prêt de La Banque Postale.

« Construire une IA de confiance, c'est construire une IA maîtrisée »

Coprésident du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique et directeur général adjoint de Docaposte, **Guillaume Poupard** plaide pour une intelligence artificielle sûre, souveraine et transparente. Avec une vision claire : construire une IA de confiance passe avant tout par la maîtrise de la donnée et par un ancrage technologique européen au service du secteur public.

MINI-CV

2000
Chef du laboratoire de cryptologie à la Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information (DCSSI, devenue l'Anssi)

2010
Responsable des pôles sécurité des systèmes d'information et cybersécurité à la Direction générale de l'armement (DGA)

2014
Directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi)

Depuis 2023
Directeur général adjoint et membre du comité exécutif de Docaposte

2025
Coprésident du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique



RÉFLEXIONS

Comment construit-on une intelligence artificielle de confiance pour le secteur public ?

Le premier niveau, c'est la maîtrise de la donnée. Une IA ne peut être fiable que si les informations qu'elle manipule sont protégées, en particulier celles des collectivités locales. Cela passe par une cybersécurité solide et par le respect d'un cadre juridique clair : les données ne doivent jamais être soumises au droit non européen. C'est le sens même de la souveraineté numérique : garder la maîtrise de ses données, de ses infrastructures et de ses choix technologiques. Dans le privé, pour des applications de faible sensibilité, on peut parfois faire des compromis entre rapidité, coût et sécurité, même si la prudence doit toujours rester de mise. Le secteur public, lui, ne peut en général pas se le permettre : il doit être intraitable sur la souveraineté, la sécurité, la transparence et la qualité de la réponse. Cette exigence n'est pas un frein à l'innovation. Des acteurs européens comme Mistral AI, NumSpot⁽¹⁾ ou Docaposte montrent qu'on peut concilier performance et indépendance.

Quels sont les autres leviers d'une IA de confiance ?

La transparence. Une IA doit être explicable : les collectivités doivent pouvoir comprendre comment elle fonctionne, quelles données elle utilise, quels biais elle peut introduire. Chez Docaposte, nos solutions sont auditées en permanence, à livre ouvert. C'est ce niveau de transparence et de responsabilité qui crée la confiance et qui fait la différence avec les grands acteurs non européens.

Dès lors, le secteur public doit-il limiter sa dépendance aux Gafam ?

Le danger avec les Gafam, c'est leur stratégie d'enfermement : on commence par une suite d'outils logiciels et on finit par confier l'ensemble de son système d'information à un seul fournisseur. Pour l'éviter, il faut segmenter, diversifier, reprendre la main sur les projets et ne pas se laisser imposer des choix techniques. C'est plus exigeant, mais c'est le prix de la liberté.

Justement, en quoi Docaposte se positionne-t-elle comme une alternative « made in France » ?

Notre mission est d'être l'acteur de confiance du numérique, notamment pour les services publics, avec de nombreux services et solutions numériques. Nous avons également développé avec nos partenaires le cloud NumSpot, un environnement souverain et certifié, opéré en France et conforme aux standards de sécurité les plus exigeants. Il permet d'héberger des données sensibles – santé, éducation, collectivités – sans dépendre de solutions soumises au droit américain ou chinois. Pour nous, construire une IA de confiance, c'est construire une IA maîtrisée : une technologie au service de l'intérêt général, développée sur un socle français et européen, transparente dans son fonctionnement et sûre dans la gestion des données. Une IA qui n'échappe jamais à son utilisateur mais renforce sa capacité d'action.

(1) NumSpot est le fruit d'une alliance entre quatre grands acteurs privés et publics français réunis par l'ambition de développer une offre de référence de cloud souverain et de confiance : Docaposte (filiale numérique du groupe La Poste et chef de file du projet), la Banque des Territoires, Dassault Systèmes et Bouygues Telecom.